

### PRINCIPAUTE DE MONACO Ministère d'État

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE DÉPARTEMENT DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ DÉPARTEMENT DE L'ÉQUIPEMENT, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME DÉPARTEMENT DES RELATIONS EXTÉRIEURES

LE JOURNAL DE L'ADMINISTRATION

02

# **edito**

Après le premier numéro, publié à la fin du mois de juin, c'est désormais à un rythme mensuel que le JDA s'installe dans l'administration. Grâce à l'implication de tous les départements, il est le reflet des changements, des évolutions, des mutations que chacune et chacun d'entre nous vivent au quotidien. Les horaires dynamiques, la numérisation du réseau radio des services de sécurité et de secours, les chiffres clés de l'économie, la nouvelle loi sur l'apprentissage ou le futur registre national des émissions de gaz à effet de serre, sont quelques-uns des thèmes que vous allez retrouver dans les pages qui suivent. A la fin de ce journal, le carnet de la fonction publique devient plus complet pour récapituler les mouvements de personnels, les arrivées et les départs, les promotions et les nominations. Un dernier mot avant de vous laisser à la lecture : la réalisation de ce numéro a été possible grâce à la contribution et la disponibilité de nombreux interlocuteurs au sein de nos services.

Qu'ils en soient ici remerciés!

La rédaction



### HOMMAGE

La disparition de Monsieur Jean-Noël VERAN, Contrôleur Général des Dépenses, Officier de l'Ordre de Saint Charles, a laissé un profond sentiment de tristesse au sein de l'Administration monégasque.

Lors de la cérémonie qui s'est tenue en sa mémoire le 18 août 2008, un message de sympathie de S.E.M. le Ministre d'Etat, en son nom personnel et au nom du Gouvernement Princier, a été prononcé au Contrôle Général des Dépenses en présence de ses plus proches collaborateurs.

Ceux qui l'ont connu se souviendront de l'intelligence, du franc parler de ce grand serviyeur de l'État mais également de son esprit libre sachant prodiguer des avis marqués par le sens du service public et de l'intérêt

# **200**m



Le 19 septembre S.A.S le Prince Albert II et Jean-Louis Borloo ont inauguré la première rame de TER aux couleurs monégasques.

# Inauguration des nouvelles rames de TER



Installation du réseau Cardelina



Nouvelles terrasses

sur la darse



La loi anti tabac



Le tri sélectif expliqué par les enfants

jda



# Département de l'Intérieur

### Monaco Info fait sa web TV



www.presse.gouv.mc

### LE TROMBINOSCOPE DE L'ADMINISTRATION

Les chefs de service et leurs adjoints y sont (presque) tous passés. En juillet et en septembre, lors de deux sessions de 2 et 4 jours, le photographe du Centre de Presse Charly Gallo a pris 89 portraits en vue de réaliser ce « trombinoscope ». Les photos ont été prises dans la petite salle du Ministère d'Etat, où un studio avait été installé, au Centre de Presse et en extérieur dans les jardins. Elles complètent la banque de données visuelle destinée à alimenter les sites internet et les publications du Gouvernement, et répondre, si nécessaire, aux demandes formulées par la presse.



Prises de vue au Ministère d'État

### → NOMINATIONS

> Laurent ANSELMI a été nommé Délégué aux Affaires Juridiques auprès du Gouvernement. Il est chargé à ce titre d'assurer l'animation, le coordination et la conception de l'action juridique de l'Etat. Précédemment Conseiller au Cabinet de S.A.S. le Prince Souverain, il conserve sa qualité de Secrétaire Général de la Chancellerie des Ordres Princiers

••••••

> Claude COTTALORDA a été nommé à la tête du Contrôle Général des Dépenses, domaine d'activité à l'égard duquel il dispose d'une solide expérience puisque ayant effectué une grande partie de sa carrière au sein de ce service, notamment en qualité de Vérificateur Principal des Finances. M. COTTALORDA a occupé précédemment les postes de Directeur de la Fonction Publique, de Directeur Général et de Conseiller Diplomatique au Département des Relations

# modernisation

### Les horaires dynamiques sont maintenant généralisés

Un certain nombre de services, comme la Direction du Budget et du Trésor, utilisaient déjà les « horaires dynamiques » depuis plusieurs années. Suite à la décision du Ministre d'Etat, ils sont généralisés depuis le 1 er octobre à la très grande majorité des services administratifs. Dès cet été, l'implantation de 26 nouvelles badgeuses a familiarisé les agents et fonctionnaires avec cette nouvelle flexibilité du temps de travail que réclame une administration plus moderne, plus souple et plus responsable. Fin juillet, la diffusion d'un guide pratique réalisé par Philippe Gamba, Chef du Service d'Archives Centrales, chargé de la mise en œuvre de l'harmonisation des horaires, précisait les contours de son application, notamment les notions de « plages horaires

obligatoires » et « plages horaires flexibles ». Pour ces dernières, il appartient aujourd'hui à chaque service, et à chacun d'entre nous, de les gérer de manière autonome. Enregistrés par un logiciel répondant au doux nom de eTempt@tion (« tentation » en anglais), ces horaires dynamiques doivent être perçus « comme un outil d'aide à la gestion, d'aide à la planification et non comme un moyen de contrôle, insiste Philippe Gamba. Il ne s'agit pas de travailler plus, ou moins, mais de travailler mieux ». Cette évolution majeure s'est accompagnée de l'harmonisation des heures d'ouverture de l'administration au public, de 9H30 à 17h, sans interruption, depuis également le 1er octobre. C'est un signe fort pour les

usagers que l'administration

change, et qu'elle le fait dans

l'intention de renforcer sa mission

de service public. En interne, cette mesure n'a pas nécessité de recrutements supplémentaires, mais elle favorise, depuis sa mise en service, la polyvalence des personnels concernés.

# Repères

Les fiches de gestion des ressources humaines

# → 1300 fiches

signaletiques\* Elles permettent de recenser les compétences et de consulter la situation administrative des fonctionnaires et agents de l'Etat

### 2120 fiches de poste\* Elles permettent d'informer des caractéristiques et conditions d'accès attachées à un poste. Initialisées par la DRHFFP, complétées par le service

concerné, elles sont en

### 1503 fiches dentretien annuel crēēes\*

cours de validation.

Ces fiches sont le support et le fil directeur de l'entretien annuel. Mises en œuvre au mois de mars au sein de l'administration, elles permettent à chaque agent de rencontrer formellement sa hiérarchie au moins une fois par an. Environ 2000 de l'Etat sont concernés (hors personnel enseignant, militaires de la Force Publique...) (\*) Au 30 septembre 2008

# Le Séminaire du 27 juin 2008



Le séminaire conduit par Corinne Laforest de Minotty s'est tenu au Méridien Beach Plaza

L'application, au 1er janvier 2007, de la loi 1312 sur la motivation des actes administratifs a conduit l'Administration Monégasque à modifier ses procédures et à se pencher sur les décisions administratives individuelles devant désormais être motivées. Depuis cette date, tous les usagers, personnes physiques ou morales, privées ou publiques, doivent être informés des motifs qui ont prévalu à une décision administrative de refus lorsqu'elle porte sur une catégorie d'actes prévue par la loi. Au-delà de la volonté de transparence de l'action administrative et de l'amélioration de ses rapports avec les usagers, l'un des objectifs de la loi est de limiter les recours administratifs et les recours en annulation devant le Tribunal Suprême par une meilleure compréhension de la décision rendue. C'est dire toute

son importance, car il en va de la sécurité juridique de l'Etat. 18 mois après sa mise en œuvre, le séminaire du 2/ juin 2008, au Méridien Beach Plaza, a tait le point sur les ditticultés pratiques rencontrées par les services. Une table ronde a réuni, pendant une matinée, une quarantaine de participants : des chefs de service, des fonctionnaires et d'éminents juristes du Comité Supérieur d'Etudes Juridiques. Le but était de confronter les expériences de manière transversale et de formuler des interrogations. Beaucoup de questions ont trouvé des réponses, d'autres doivent faire l'objet d'une réflexion approfondie qui pourrait décider de l'organisation d'un nouveau séminaire en 2009.

### DCG, le nouveau diplôme de l'Education nationale

Dès cette rentrée scolaire 2008, le nouveau Diplôme de Comptabilité et de Gestion (DCG) proposé par la Direction de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports accueille ses premiers élèves au Lycée Albert Ier. Admis sur dossier, ces dix « pionniers », déjà titulaires d'un BTS, vont pouvoir parfaire leur formation en un cycle

de 2 ans de niveau Licence (bac + 3). Ce diplôme français reconnu par l'Etat leur permet d'être en conformité avec les normes européennes LMD (Licence-Master-Doctorat) et facilitera leur intégration sur le marché du travail. Sa particularité tient dans la concertation qui a été menée avec les membres de l'Ordre des experts comptables

de Monaco afin de proposer un programme axé sur les spécificités monégasques en matière de comptabilité, droit et fiscalité. La 1ère année consiste en une formation à temps plein, tandis que la 2° sera effectuée en alternance avec une formation pratique dans un cabinet d'experts comptables de la Principauté



# sûretē publique



### Réseau Cardelina, la révolution numérique est en marche

La phase de test du nouveau réseau radio numérique Cardelina touche à sa fin. Dès le début du mois de novembre, il équipera tous les services de la Sûreté Publique. C'est une « véritable révolution » pour Hubert Brancaccio, Commandant principal-inspecteur, responsable du Centre des Transmissions et de l'Informatique de la Direction de la Sûreté Publique

### Le passage au numérique était-il indispensable ?

« L'ancien réseau radio analogique était vieillissant, il datait de plus de 30 ans. On peut dire qu'il était à bout de souffle. Avec Cardelina, on passe à un réseau numérique à ressources partagées. C'est le système qui alloue, de manière intelligente, une fréquence et la libère quand elle n'est plus utilisée. Des entités différentes utiliseront donc le même réseau radio, sans se gêner l'un l'autre. Le marché a été signé en décembre 2007 et depuis le 1 er juillet, il est en phase de test à la Surêté Publique. Les premiers

utilisateurs sont unanimes les communications sont de meilleure qualité, la couverture et la modulation sont satisfaisantes. Au début du mois de novembre il équipera tous les services de la Sûreté Publique, soit 530 postes. »

### Le numérique, c'est aussi le choix de la sécurité? « L'ancien réseau radio ne

permettait plus une

interconnexion des différents services en cas de déclenchement du Plan Ormose. D'autre part, il n'autorisait pas des liaisons radio utilisant la cryptophonie. Avec le nouveau système, ces lacunes sont corrigées. Nous avons privilégié la sécurité de fonctionnement : le taux de panne est très bas et assure une continuité de service très importante. La maintenance des infrastructures et l'administration du réseau sont assurées par les techniciens de la Sûreté Publique, ce qui est une garantie supplémentaire de sécurité. »

### Qui sont les utilisateurs prioritaires de Cardelina?

« C'est un réseau propre à l'administration. Le premier utilisateur, c'est la Sûreté Publique de Monaco, la Maison d'Arrêt, puis les services de sécurité : les Sapeurs Pompiers, le SMUR, les Carabiniers du Prince et tous les services impliqués dans le déclenchement du plan Ormose. Ils pourront l'utiliser de manière étanche, ou interconnectée. Les échanges de données, textes et images, sont également possibles. Dans le futur, des bases de données informatiques pourront également être connectées sur le réseau Cardelina. »

# Rentrée scolaire



### **Enseignants**

451 enseignants, dont 252 monégasques : 149 dans le primaire et 302 dans le secondaire. A noter qu'un poste supplémentaire d'enseignement du chinois, à mi-temps, a été créé. Deux nouveaux chefs d'établissement ont pris leurs fonctions à l'Ecole Saint Charles.

### **Environnement**

Les établissements monégasques s'engagent clairement dans la voie des économies d'énergie. Des efforts considérables sont faits pour la réduction de la consommation de chauffage et d'électricité, l'isolation des bâtiments et la pose de panneaux solaires. A titre d'exemple, 35% d'économie d'énergie ont été réalisés au LTHMC l'année dernière.

### Le Conseil économique et social des Jeunes

Mis en place en novembre 2007, ce Conseil compte 36 élèves provenant des 3 lycées de la Principauté, encadrés par 5 professeurs. Le 2 avril 2008, ils ont exposé 5 projets de vœux, réalisés suite à des rencontres avec des membres du Conseil et des professionnels. 4 ont été adoptés sur le thème du développement durable et des transports intra-muros.

# **Ecole directe**

Le nombre de connexions à Ecole-Directe pour les

3 établissements scolaires s'élève à 117570/an soit 13000 par mois.

### Des cartables allégés

Le Gouvernement Princier a adopté en avril 2008 une mesure destinée à réduire le poids des cartables des collégiens de 6° et 5°. Elle vise à doter chaque classe d'un certain nombre de manuels scolaires, dans les principales disciplines, qui resteront en permanence dans l'établissement à la disposition des élèves. 2200 ouvrages ont été achetés pour les classes de 6° et 5° du collège Charles III pour un montant approchant 34000 euros, soit un coût de 58 euros par élève.

# Repères

Bac, une moisson de mention

Lycée Albert 1er

### Enseignement général :

98,2% de réussite 100% en Terminale L

105 mentions dont 22 TB (9 en 2007), 35 B et 48 AB

# Concours général:

1<sup>er</sup> accessit en dissertation philosophique

### Enseignement technologique: 96,9% de réussite dont 28 mentions

Lycée François d'Assise Nicolas Barré

# Enseignement général:

100% au bac enseignement général, dont 33 mentions

### Lycée Technique et Hôtelier de Monte-Carlo

### Bacs professionnels et technologiques : Pro Restauration: 70% Pro Comptabilité : 80% Pro Commerce et secrétariat

Techno Hôtellerie: 90,91%

Jda

# Département des Finances et de l'Économie

# Département des Affaires Sociales et de la Santé



### Office des Emissions de Timbres-Poste

WIPA 2008, "Wiener Internationale Postwertzeichen Ausstellung", est une exposition philatélique internationale qui s'est tenue à Vienne du 18 au 21 septembre 2008. Cette exposition de prestige a réuni des Administrations postales et des négociants en timbresposte ainsi que des exposants de collections de très haut niveau.

Une partie de la Collection philatélique de S.A.S. le Prince Souverain a été invitée afin d'être exposée en Cour d'Honneur, en présence du Secrétaire Général de la Commission Consultative des Collections Philatélique et Numismatique de S.A.S. le Prince de Monaco. L'Office était également présent au travers d'un stand de vente. Environ 500 personnes

par jour ont visité le stand de Monaco. L'Office a également participé au concours du plus beau timbre de l'année 2007 en présentant un timbre à 2,11 uro, commémorant le "Centenaire de la naissance de Paul Emile Victor", dessiné et gravé par Claude Andreotto. Le résultat de ce concours ne sera communiqué que dans quelques mois.

### 7 991 247 633 €

le chiffre d'affaires de la
Principauté à la fin juin 2008,
en augmentation de 9,86 %
par rapport à fin juin 2007

### → Entreprises

185, le nombre

de Créations d'entreprises à fin juin 2008, en augmentation de 27,59 % par rapport à fin juin 2007

de radiations à fin juin 2008, en augmentation de 30,66 % par rapport à juin 2007

### → Tourisme

**58,88 %** 

le taux d'occupation à fin juin 2008, en diminution de 7,49% par rapport à fin juin 2007

160 299, le nombre d'arrivées à fin juin 2008, contre 163 513 à fin juin 2007, soit une diminution de 1,97%

445 817, le nombre de nuitées à fin juin 2008, en augmentation de 1,70% par rapport à fin juin 2007

# amenagement



Un nouvel espace face au port Hercule

### Les nouvelles terrasses de la Darse Sud

Situé sur le domaine public de l'Etat, l'Espace Commercial de la Darse Sud esquisse, depuis cet été, l'inexorable mutation du Port Hercule. La restructuration, depuis l'arrivée de la nouvelle digue en août 2002, se poursuit, s'affine, et concerne aussi bien les infrastructures que l'animation. Entre le stade nautique et les escaliers desservant le Quai Antoine 1 er, les vastes terrasses en front de mer de ce nouveau lieu de vie de la Condamine avaient tout pour séduire. Dès novembre 2007, l'Administration des Domaines a signé des conventions d'occupation avec des

établissements choisis avec beaucoup de soin. Outre la qualité des concepts présentés et l'intérêt de l'animation commerciale concernée, les critères de sélection insistaient sur le respect de « principes de développement durable ». La Brasserie de Monaco de Gildo Palanca Pastor, inaugurée en juillet 2008, s'inscrit à n'en pas douter dans cette démarche. Spécialiste du bio, elle présente une carte « 0 km », composé uniquement de produits provenant des environs. Elle rejoint les trois autres commerces ouverts à ce jour : Pizz'Art, le plus « ancien » (novembre 2007), Tartine et Zest, un restaurant-traiteur qui propose en plus de la restauration une

boutique de chocolats et de caviar. Un dernier emplacement, réservé à un établissement de nuit qui ouvrira l'été prochain, est en attente d'un futur occupant. Les locaux loués sont livrés « brut de décoffrage », et sont aménagés par l'exploitant. A terme, c'est donc auasiment 24h/24 que l'Espace commercial de la Darse Sud va pouvoir accueillir du public. Les autres projets de restructuration du Port Hercule promettent d'en faire « l'un des Joyaux de la Méditerranée » avec, le nouveau Yacht Club sur l'avant port, et l'aménagement d'une nouvelle zone commerciale sur la Darse Nord.

# temoignage

Elève fonctionnaire, Franca Corsini, 27 ans, fut l'un des deux viviers de la promotion 2007. Titulaire d'un DUT Gestion des entreprises et des administrations (Nice) et d'un Master en Management des organisations privées et publiques (Nice), elle vient de passer avec succès son dernier oral avant la titularisation.

« J'ai été admise au Concours d'entrée dans l'administration monégasque le 26 septembre 2007. En tant qu'élève fonctionnaire stagiaire, j'ai suivi pendant les trois premiers mois une formation théorique avec différents cours donnés par des personnes de l'administration et des intervenants extérieurs : informatique, anglais, management, communication, rédaction



dans l'administrati
administrative, lecture

rapide... c'est une formation très complète. J'ai ensuite

effectué deux stages de 4 mois, l'un au SDAU, l'autre à la Direction du Budget et du Trésor, jusqu'à l'oral final que j'ai présenté un an tout juste après le Concours d'entrée, devant le même Jury. Au moment où je vous parle, je n'ai pas encore la réponse qui est communiquée par courrier, mais je pense qu'elle sera positive. Je vais donc être titularisée avec un statut provisoire « d'élève fonctionnaire titulaire » jusqu'à une nomination à un poste

C'est une très bonne préparation à l'entrée dans l'administration.

de la recumulé beaucoup de connaissances et d'expérience. C'est une très bonne préparation à l'entrée dans l'administration.

Grâce aux stages, on a une vision plus précise du fonctionnement des services, de leur manière différente de travailler et de la façon dont ils interagissent. De par mes études, je m'oriente vers le Département des Finances, mais je peux je n'ai être nommée dans n'importe quel Département. Entre-temps, je suis en suppléance à la Trésorerie Générale pour une période

en congé maternité ».

de 6 mois, en remplacement d'une personne

d'administrateur. Cet oral a été

pour moi l'occasion d'exprimer

mon sentiment sur l'année écoulée.

### sance de Paul Emile Victor", gravé par Claude Andreotto.

### Le Mobibus roule à la générosité

La phase de test du Mobibus se poursuit en Principauté, depuis le mois de juillet, mais d'ores et déjà des certitudes se dégagent sur sa réelle utilité. Une quarantaine de personnes "à mobilité réduite" s'étaient inscrites fin septembre à la DASS pour bénéficier de ce service gratuit de transport. Très majoritairement, il s'agit de personnes âgées qui ne se déplacent pas en fauteuil roulant et qui trouvent dans le Mobibus une aide indispensable à leurs déplacements quotidiens ou de loisirs. Le nombre de transports était de 30 en juillet, il avait déjà doublé en août. Sur demande, et sans condition de ressources,

le dispositif fonctionne pour le moment avec un seul véhicule. A l'issue de la phase de test, d'une durée de six mois, il pourrait être envisagé, si nécessaire, d'augmenter les moyens matériels et humains dévolus à cette action de solidarité.



### → NOMINATION AU CHPG

M. Patrick Bini a pris ses fonctions de nouveau directeur du Centre Hospitalier Princesse Grace le 1° juillet, succédant ainsi à M. François Silvani. Avant de rejoindre la Principauté, M. Bini a occupé la fonction de Conseiller Général des Etablissements de Santé auprès du Ministère de la Santé français.



### LA LUTTE CONTRE LE TABAGISME PASSIF

La lutte contre le tabagisme passif avait déjà marqué quelques points en Principauté. A compter du 1er juillet, tous les locaux des bâtiments de l'Administration, à usage collectif ou individuel, sont devenus entièrement non-fumeurs « pour donner l'exemple ». Au 1er novembre, il n'y aura plus le choix : l'interdiction de fumer sera généralisée aux lieux collectifs, privés ou publics, bureaux ou établissements ouverts au public. Contrairement à la France qui est allée très progressivement dans l'interdiction, la Principauté n'a eu besoin que d'une seule loi, la loi n°1.346 du 9 mai 2008, pour préciser les lieux où il est désormais interdit de fumer : « dans les lieux clos et couverts affectés à un usage collectif ou qui constituent un lieu de travail, dans les enceintes des établissements destinés à accueillir des

mineurs (...), dans les locaux commerciaux où des denrées alimentaires ou des produits inflammables sont entreposés ». La loi impose également des actions de protection et de prévention comme l'interdiction de la vente de tabac aux mineurs de moins de 16 ans, ou de la vente de jouets ou objets destinés aux enfants ayant l'apparence de produits du tabac. Et si l'envie ne les a pas déjà quittés, les fumeurs désireux d'engager un processus de sevrage tabagique peuvent bénéficier d'une consultation gratuite de tabacologie dans l'établissement public hospitalier.

# **Emploi**

# Apprentissage, l'insertion des jeunes est renforcée

Il y a d'abord un fait qui se passe de commentaire : la dernière loi sur l'apprentissage datait de 1963. Trop ancienne pour prendre en compte la réalité de l'apprentissage en 2008. Le nombre de contrats a fortement augmenté, de près de 170% dans les dix dernières années dont +23% en 2006 et 2007 (145 contrats l'année dernière). Les formations post-baccalauréat en alternance sont de plus en plus courantes. Engagée en 2003, une nécessaire réflexion pour conférer un cadre législatif aux contrats d'apprentissage a abouti à la loi n°1341 du 3 décembre 2007. Il ne s'agit pas d'un simple « toilettage ». L'ancienne loi a été abrogée, au profit de la nouvelle, plus complète, plus précise. Celle-ci prend mieux en compte la problématique économique des entreprises et l'intérêt pédagogique des jeunes apprentis de 16 à 26 ans. Elle confère plus de sécurité contractuelle, pour tous.

Elle donne enfin à la Direction du Travail les outils pour mener à bien ses missions de vérifications et d'arbitrage. Dans l'administration, 3 jeunes bénéficient depuis septembre 2008 de ces avantages : deux apprentis jardiniers au SDAU, issus du Centre de formation des métiers horticoles d'Antibes et un mécanicien au garage de la Sûreté Publique, venu de l'Institut de formation automobile de Nice. Ayant le statut de salariés, ils ont droit quand ils sont âgés de moins de 18 ans à une rémunération fixée à 50 % de l'indice de base de la Fonction Publique ; lorsqu'ils sont âgés de 18 ans et plus, ils perçoivent une rémunération correspondant à 75 % dudit indice. Du fait de l'allongement constant des études, tous les métiers sont ainsi concernées, du CAP à Bac+5, pour offrir aux jeunes cette indispensable immersion dans le monde du travail.

En parallèle de la loi n° 1341 du 3 décembre 2007 relative au contrat d'apprentissage, la **Cellule Emploi-Jeunes de la Direction du Travail** a mis en place depuis la rentrée 2007, un Diplôme Européen d'Etudes Supérieures de Banque, option Place bancaire monégasque, premier diplôme d'études supérieures répondant aux spécificités de la Principauté. Scolarisés à l'Institut Bancaire de Formation, les quinze jeunes de la première promotion ont tous signé un contrat d'apprentissage avec un établissement financier monégasque.

# Repères

### Les chiffres de l'emploi salarié en Principauté

47 165, le nombre de salariés de la Principauté, des secteurs publics et privés\*. Ce chiffre est en augmentation de 3,35% par rapport à 2006 (45 636):
4001 fonctionnaires et agents de l'Etat, soit 8,48 % du total de la population salariée (+39 salariés par rapport à 2006)
43 164 salariés dans le secteur privé, soit 91,52 %.

### Secteur privé salarié

15,77 % des salariés résident à Monaco, soit **6 806** personnes. 75,44 % des salariés résident en France, communes limitrophes incluses, soit **32 565** personnes

# Population salariée Monégasque Au 1er janvier 2008, on compte

2 140 salariés de nationalité monégasque dont 936 sont employés dans le secteur privé et 1 204 dans le secteur public.

### Entreprises

Les entreprises de 1 à 5 salariés sont très largement majoritaires, elles représentent **77,58 %** sur un total de 5000 entreprises présentes sur le territoire monégasque. Les entreprises de 1 à 10 salariés, représentent **10,26 %** du total des entreprises

### Les ottres d'emploi Le Service de l'Emploi a enregistré 23 828 offres d'emploi en 2007, soit un pourcentage de croissance de 5,65 % sur l'exercice écoulé.

### Demandes d'emploi Au cours de l'année 2007,

la moyenne des demandeurs d'emploi enregistre un recul de **12,45** % par rapport à l'année précédente, soit une moyenne mensuelle de 626 inscrits, toutes catégories confondues.

et du Trésor pour le secteur public ; La Caisse de Compensation des Services Sociaux pour le secteur privé.

jda o4

la9

# Département de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme

# **Initiative**

### Le tri selectif entre en Phase II

Depuis le lancement du tri sélectif en février 2008, les habitudes des écocitoyens monégasques ont déjà beaucoup changé. Verre, papier, emballages ménagers échappent désormais à l'incinération pour poursuivre sous d'autres cieux une vie recyclée, transformée, valorisée le verre renaît en bouteille à la verrerie BSN à La Bégude en Ardèche ; le papier en pâte à papier après un passage par Sita Sud à Nice ; les plastiques en meubles de jardin, vêtements, pare-chocs ou revêtements de sol après un premier traitement au centre de tri Sivades à Cannes Mandelieu... Et cela, à un rythme qui ne cesse d'augmenter : 13 tonnes d'emballages ont été recyclées dans les 6 derniers mois, et la collecte de verre et de

papier a pour sa part doublé. Mais le temps est venu d'intensifier le tri sélectif en sensibilisant d'autres lieux, d'autres secteurs, susceptibles de l'organiser. La phase II concerne

plus particulièrement les Hôtels

et Restaurants, les syndics de

générale, tous les immeubles

copropriété et, de manière

pouvant recevoir les bacs

du tri sélectif. La campagne

d'information vise à renforcer

et améliorer les équipements

à verre vont remplacer

existants. Concernant les colonnes

d'apports volontaires, des boules

des colonnes enterrées pourront être également être installées.

### Le film pédagogique de la DEEU

La campagne de lancement « le tri sélectif, En la matière, vecteur de 22 avril 2008,

les bacs verts dans certains enclos,

Département de l'Equipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme, en collaboration avec la Direction de l'Education nationale, de la Jeunesse et des Sports, a été tourné à l'éco-école des Révoires. Il met en scène une vingtaine d'écoliers d'une classe de 7°. Bahram Gueranfar,

le réalisateur d'origine iranosuédoise, a voulu favoriser la spontanéité de ces enfants qui se relaient à l'écran pour faire passer des messages essentiels sur la protection de l'environnement et la mise en pratique du tri sélectif. « Je travaille avec des enfants depuis longtemps. Certains choix de mot sont totalement innocents, mais ils font mouche, explique le jeune réalisateur de 35 ans qui

a passé son enfance à Monaco.

bouche des enfants, et ce film en

est une illustration ». A destination

dans les écoles de la Principauté.

du jeune public, il sera diffusé

La vérité sort toujours de la

un jeu d'enfant » a porté ses fruits. les enfants sont un communication très convaincant. Dès le un film pédagogique présenté par le

### Visite de chantier



Visite du chantier du réseau routier souterrain par le Prince Albert II, le 23 juin demier

# → Nomination au sein du DEEU

# internet

### Trafic et parkings, l'info en temps réel

L'usager doit toujours faire un petit effort de pianotage sur son clavier d'ordinateur, mais c'est pour gagner un temps fou! Les deux nouveaux sites internet de l'InfoTrafic et des parkings publics délivrent en temps réel de précieuses informations sur 2 sujets majeurs de préoccupation : la circulation et le stationnement.

Le premier, www.infotrafic.mc, a été mis en ligne cet été par le Service des Titre de Circulation via le Centre de régulation de trafic/Centre intégré de gestion de la mobilité. Il donne, en temps réel, des informations relatives à l'état de la circulation et tout

ce qui peut avoir

enregistre les demandes pour les chantiers.

une incidence sur les déplacements en Principauté (accident, travaux, danger, manifestation...). La consultation de la carte principale est claire, et la navigation très simple. La rubrique Flash Info dresse la liste très précise des changements affectant plus durablement la circulation. La sécurité des tunnels fait l'objet d'une rubrique distincte et l'Espace Pro, accessible après identification, d'occupation de la voie publique

1000 connections avaient été enregistrées sur le nouveau site, deux mois après son lancement.





Les sites internet du centre de régulation du trafic et des parkings publics

Pour le stationnement dans les parkings publics de la Principauté, le site www.monaco-parkings.mc se présente comme une « agence virtuelle » interactive. Les abonnés Multiparc peuvent effectuer diverses opérations de gestion de leur compte : consultation de facture ou recharge des cartes à déc Les autres peuvent faire en ligne les démarches pour obtenir un abonnement ou se renseigner sur un forfait courte durée.

Pour les usagers de passage, le site indique également la disponibilité de quelque 35 parkings, en temps réel et en nombre de places libres. Depuis sa mise en ligne, à la fin du mois de juillet, il enregistre en moyenne une centaine de visites par jour avec des pointes à 180.

Circulation : www.infotrafic.mc

→ Stationnement : www.monaco-parkings.mc

# Département des Relations Extérieures

# XII' SOMMET DE LA FRANCOPHONE Vite de Custos - 2008

## XII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie

Nations Unies, 63<sup>e</sup> Assemblée Générale

la démocratisation de l'ONU,

le renchérissement de l'énergie

et des matières premières,

la protection des Pôles et les

Objectifs du Millénaire pour

Ceux-ci ont fait l'objet d'une

journée spécifique, le 25

e Développement.

S.A.S. le Prince Albert II participera au XII<sup>e</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement avant le français en partage qui se tiendra à Québec (Canada) du 17 au 19 octobre 2008. Monaco est membre de la

Francophonie depuis mars 1970 et participe donc régulièrement à ce « Sommet », instance suprême de la Francophonie, qui se tient tous les deux ans depuis 1986. C'est à cette occasion que sont définies les grandes orientations

politiques et que sont confirmées les grandes lignes de la coopération pour les années à venir. Parmi les thèmes qui seront abordés par les 55 Etats membres et les 13 Etats observateurs de l'Organisation

Internationale de la Francophonie, l'environnement aura une place de choix, ce qui permettra au Prince Souverain de marquer une fois de plus Son engagement envers cette thématique.

Etat Africain et un Etat des quatre

autres groupes régionaux.

Enfin, dans le cadre de la

Cérémonie annuelle des traités

du 23 au 25 septembre ainsi

que les 29 et 30 septembre,

de proposer la ratification

la Principauté a été en mesure

Mireille PETTITI vient de prendre la Direction Générale du Départemei

> Gilles REALINI a rejoint la Mission Lorenzo RAVANO quitte l'Office de S.E. M. Gilles NOGHES

→ Nominations

au sein du DRE

fonctionnaires du Département des Relations Extérieures, de la Direction des Affaires Internationales (Stéphanie TORRANI et Anne MEDECIN) et de la Direction de la Coopération Internationale (Frédéric PLATINI).

# Franck Biancheri à la tribune

des Nations Unies le 27 septembre

Le Débat général et les travaux de la 63° session de l'Assemblée générale ont débuté en septembre par une succession des orateurs représentant leur pays respectif. A ce titre, l'allocution de S.E. M. BIANCHERI

rondes sur les thèmes de la pauvreté et de la faim, de l'éducation et de la santé, de la viabilité de l'environnement En marge du Débat général, une réunion de haut niveau consacrée au développement de l'Afrique s'est tenue le 22 septembre. Elle consistait en des tables rondes co-présidées par un de l'ONU à New York, et d'autres

du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits septembre : tenue de tables de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. La délégation monégasque était conduite par S.E. M. BIANCHERI, et était composée de l'ensemble des Membres de la Mission Permanente de Monaco auprès



# ā la dēcouverte de nos mētiers

### L'ADMINISTRATEUR DU REGISTRE NATIONAL DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE

Le Protocole de Kyoto demande aux Etats de se doter d'un registre national des émissions de gaz à effet de serre. Il permet de mesurer la quantité totale de gaz que l'Etat est en droit d'émettre durant la période 2008-2012. Il rend également possible l'acquisition de quotas supplémentaires en contrepartie d'investissements dans des projets de réduction d'émissions à l'étranger. Identifié par la Direction

### Quelles sont vos missions?

« A mon arrivée en mars 2006, il a fallu dans un premier temps acquérir la technologie pour mettre en place le registre national. Seuls trois pays la possédait à l'époque : la France, l'Angleterre et l'Autriche. Notre choix s'est porté sur le système trancais, appelé Seringas. Nous en sommes aujourd'hui au stade de l'adaptation aux spécificités monégasques mais, dès 2007, le registre monégasque a passé

des tests d'homologation auprès d'un organisme mandaté par Nations Unies et la solution technologique a été validée. Dans un second temps, ma mission sera de maintenir le système opérationnel, de tenir une veille de la réglementation et de réaliser les « transactions carbone » aui permettent de respecter les quotas d'émissions de gaz à effet de serre assignés par le Protocole de Kyoto. »

Le registre est-il prêt, quand

de la Coopération Internationale, un premier accord de cette nature a été signé cette année avec la République tunisienne. La gestion du registre national est confiée, dans chaque Etat, à l'administrateur du registre, un métier totalement nouveau dans l'administration monégasque. Il est occupé, depuis plus de deux ans,

par Bastien Nicaise (voir l'interview ci-dessous).

### fonctionnera-t-il?

« Le système est physiquement localisé en Suisse, où la maintenance et la mise à jour sont assurées. Au sein de l'administration, je suis celui qui l'utilise et qui communique avec le Secrétariat des Nations Unis sur le sujet. Un site web est prévu pour l'information du public. La mise en fonction du registre national a été retardée, probablement à l'année prochaine. Nous sommes prêts mais il faut attendre que

l'ensemble des registres nationaux soit opérationnel pour l'activer à notre tour. On pourra alors effectuer toutes les transactions carbone nécessaires au respect du plafond d'émissions qui nous a été assigné sur la période 2008-20012. L'objectif est une réduction de 8%, nous sommes en ce moment à -3% : il v a donc, à ce jour, un différentiel de 5%, soit 5000 tonnes annuelles de gaz à effet de serre à compenser.

jda

109

00\_JDA\_2 22/10/08 11:58 Page 8

# Le carnet de la fonction publique

### **DEPUIS LE 01/07/08**

### Nouveaux entrants

ANTOGNELLI Sandra

Secretaire-stenodactylographe à la Direction de l'Expansion Économique ■ BOSQUET Emmanuelle

Secrétaire-stenodactylographe

à la Direction des Services Fiscaux

■ BRUNO Stephan

Conseiller Technique au Conseil National

CAPELLANO Sandrine Administrateur à la Direction

des Services Fiscaux **COURTIN** Sandrine

Infirmière aux ets. scolaires établissement prescolaire Plati

CROVETTO Ingrid
Psychologue scolaire à la Direction Éducation Nationale, Jeunesse et Sports CURETTI Élodie

Commis-décompteur au Service des Prestations Médicales de l'État

■ DEJANOVIC Anne-Virginie Chef de Section à la Direction de l'Environnement

DUMEZ Vanessa Éducateur Spécialisé à la Direction

de l'Action Sanitaire et Sociale DUVAL David

Contrôleur à la Dir. de la Prospective/ de l'Urbanisme/de Mobilite

■ FIORUCCI Laure Administrateur à la Dir. de la Prospective/de l'Urbanisme/de Mobilite

FRATTINO Renée

Contrôleur au Controle Circuits Financiers - SICCFIN -

GARCIA Sylvie Comptable à la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

GARCIN Christine

Médecin-inspecteur à la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

GUILLOT Vanessa Éleve insp. adj. des permis au Service

des Titres de Circulation ■ ISERBY Estelle

Secrétaire-stenodactylographe au Secrétariat Général du Ministere d'état

LE CLERC Francois-Xavier Chef de Division à la Direction de l'Expansion Économique

LIPARI Carmelo Égoutier au Service de l'Amenagement

MALENFANT William Garcon de Bureau à la Direction

de l'Expansion Économique MASSA Gilles

Jardinier au Service de l'Amenagement

NICAISE Floriant

Chef de Section au Service des Bâtiments Domaniaux

NICASTRO Christophe Aide-ouvrier professionnel au Service

de l'Amenagement Urbain ■ PRAT Véronique

Intervenant à la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

RAUTUREAU Jacques Vérificateur Technique au Service des Travaux Publics

SAMARATI Thomas Attaché à la Dir. Ressources

Humaines/formation f.p.

SANTINO Patrick

à la Direction de la Sureté Publique

SCARZELLO Thierry Technicien Télécommunication

à la Direction de la Sureté Publique

SGUAGLIA Karine

Comptable à la Trésorerie Générale des Finances

### Mouvements de personnel

AUBERT Younn

Administrateur à la Direction de l'Expansion Économique est nommé administrateur à la Dir Ressources Humaines/Formation f.p

■ BATTAGLIA Maryse Professeur d'Économie au Lycée

Albert 1er est nommée Conseiller Technique au Conseil National ■ BERTRAND Yann

Controleur à l'Administration des

Domaines est nommé Attaché Principal au Controle Géneral des Dépenses CARPINELLI Pierre-Michel

Agent d'Accueil au Service des Parkings Publics est nommé Employé de Bureau

Départs

des Dépenses

Scientifique

tous établissements

BOISSON Michel

à la retraite

ALLAVENA Marie-Lyne

BIANCHERI Fabienne

Contrôleur au Contrôle Général

Secrétaire Général au Centre

Général du Ministère d'État

■ DUNOYER Béatrice

lycée Albert 1er

Chef de Division à la Dir. des Affaires Culturelles

GASTAUD Jean-Richard

Documentaliste scolaire aux ets scolaires

Psychologue scolaire aux ets scolaires

au Service des Parkings Publics DARLIGUIE Valerie Chef de Bureau au Secret. du Conseiller de Gouv. aux Relations Ext. est nommée

Chef de Bureau au Secretariat Général du Ministère d'État

■ DE SIGALDI Dominique

Secrétaire-stenodactylographe à la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale est nommée Attachée au Secret. du Conseiller de Gouv. pour l'Équipement

Administrateur à la Direction de la Cooperation Internationale est nommé Administrateur Principal à la Direction de la Cooperation Internationale

■ DUPONT Evelyne Adj. au Directeur des ets. scolaires École Saint-Charles est nommée Directeur

JUDA-GRUNDSTEIN Anne-Marie Secretaire-stenodactylographe au Controle Général des Dépenses

Générale des Finances

■ LE JUSTE Remy Capitaine Inspecteur Direction de la Sureté Publique est nommé Commandant-Inspecteur à la Direction

Administrateur au Conseil National est

Dépenses

DERI Wilfrid

Agent de police à la Direction de la Sureté Publique est nommé de la Sureté Publique

RAVANO Lorenzo Chef de Division à l'Office des Émissions

des ets. scolaires École Saint-Charles

est nommée Archiviste à la Trésorerie

de la Sureté Publique

LOULERGUE Alexia

nommée Administrateur au Service de l'Amenagement Urbain

MINIONI Anthony

Premier Comptable à la Trésorerie Générale des Finances est nommé Controleur au Controle Général des

RAFFAELLI René

Sous-brigadier à la Direction

de Timbres Postes est nommé Conseiller au Corps Diplomatique - Ambassades

■ SCHOCKMEL Pierre Agent de police à la Direction de la sureté Publique est nommé Sous-brigadier à la Direction de la Sureté Publique

SOLICHON Nathalie

Standardiste-sténo au Jardin Exotique est nommée Secretairestenodactylographe au Controle Général des Dépenses

SUBRAUD Yves

Capitaine Inspecteur à la Direction de la Sureté Publique est nommé Commandant Inspecteur à la Direction de la Sureté Publique

VAUDANO Candice

Commis-Décompteur à la S.P.M.E est nommée Secretaire hôtesse à la Direct. Tour. Congr. Direction et Administr. Génér.



GASTAUD Monique Infirmier(e) ets scolaires à l'école de Fontvieille ■ LABAIL Geneviève

Chef de bureau au Secrétariat

Général du Ministère d'État ■ MANUCCI Jacques

Chef de Section au Service de l'Amenagement Urbain

■ MIERCZUK Corinne Gestionnaire Res. Tech. Nouv. aux ets scolaires lycée Albert 1er

■ MORETTO Serge Agent d'Accueil au Service des Parkings Publics

■ PALMERO Claude Directeur établis. scolaire aux ets

**DORIA Sophie** Commis-Archiviste au Secrétarait scolaires école Saint-Charles ■ PINON Henri

> de l'Aviation Civile PRAT Bernard Chef de Service au Direction de l'Action Sanitaire et Sociale

JDA n° 2 · Octobre 2008 Journal de l'Administration

■ TADDEI Jocelyne

VERDINO Annie

Adjoint Gestionnaire aux ets scolaires École de Fontvieille

Infirmière au lycée technique

jda

LE JOURNAL DE L'ADMINISTRATION

■ PUGNETTI Richard

ROGERS Nadia

SAULNERON Gloria

Administrateur à la Dir.

Chef de Bureau au Service

de l'Amenagement Urbain

■ SEREN Evelyne

des Finances

Jardinier Spécialisé au Service de l'Amenagement Urbain

Archiviste à la Trésorerie Générale

de la Prospective, de l'Urbanisme